

Lausanne, le 14 août 2024

## ÉCOLE VAUDOISE : LES URGENCES SONT AILLEURS !

Cette rentrée 2024 est marquée par un serrage de vis budgétaire, sans surprise au vu des orientations définies par le Conseil d'État dans son programme de législature et des mesures de freinage budgétaire annoncées lors de la publication des comptes 2023. Notre syndicat dénonce le cap de rigueur instauré depuis une année. Lors des dernières rentrées, nous avons insisté sur la nécessité de renforcer de nombreux aspects du système de formation (socio-éducatif, baisse des effectifs des classes, école à visée inclusive, constructions scolaires,...) et dénoncé les ambitions insuffisantes des autorités.

Ces thématiques demeurent évidemment d'une brûlante actualité, mais nous constatons à regret que le Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF) n'est même plus en mesure d'assurer le financement des projets qu'il a lui-même mis en avant.

«Alors que les besoins sont urgents afin d'assurer un système de formation de qualité, le canton privilégie une politique budgétaire axée sur des baisses fiscales qui ne profitera qu'aux mieux loti-e-s» critique Luca Pellegrini, enseignant secondaire II.

### ÉCOLE À VISÉE INCLUSIVE : LE COMPTE N'Y EST PAS !

Dans le domaine de l'école à visée inclusive, le DEF met en avant la mise en œuvre des mêmes mesures déjà communiquées à la rentrée 2023. Alors que l'année dernière, il annonçait une première (maigre) série de douze mesures et qu'une plateforme avec les partenaires discuterait d'une deuxième série<sup>1</sup>, nous constatons aujourd'hui qu'une minorité de la première série de mesures a été complètement mise en œuvre selon le calendrier prévu. Pour rappel, nous avons réagi ainsi à ces douze mesures :

«Les mesures communiquées ce jour par le Département pour répondre aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de l'école à visée inclusive ne sont largement pas à la hauteur.»<sup>2</sup>

Conséquence logique de cette situation : le DEF présente à nouveau les mêmes mesures. Et, par la force des choses, il n'a donc plus été question des nouvelles mesures qui devaient être discutées avec les organisations du personnel pour la rentrée 2024. Malgré nos demandes, aucune réunion à ce sujet n'a été convoquée depuis juillet 2023. Le DEF n'a même pas été en mesure de nous confirmer que l'entier des mesures qui auraient dû entrer en vigueur en août 2023 seront effectivement financées dans le

cadre du budget 2025. Nous nous attendons donc malheureusement à une dégradation continue de la situation. Aucune nouvelle appelé de nos vœux (approche sur le groupe plutôt qu'un étiquetage).

«Les moyens dévolus à l'école à visée inclusive sont en décalage avec les besoins. De fait, la pression qui repose sur le corps enseignant est une forme de maltraitance car, au final, il est seul en responsabilité face aux élèves» dénonce Solweig Dénéreaz, enseignant en 1-2P.

### SERRÉ-E-S COMME DES SARDINES ENCORE ET TOUJOURS (PLUS)

Dans l'enseignement gymnasial, le report de l'ouverture du gymnase de Crissier a permis au DEF de ne pas ouvrir de nouvelles classes pour faire face à l'augmentation usuelle des effectifs. Nul besoin de talents de prestidigitateur : il suffit de remplir les classes et d'augmenter l'effectif moyen (déjà élevé). Alors qu'un effectif de 24 élèves par classe est le maximum légal autorisé en 1<sup>ère</sup> année de gymnase, pratiquement la moitié des classes de 1<sup>ère</sup> année du Canton dépasse l'effectif de 24 élèves à cette rentrée.

Cette situation était pourtant largement prévisible : «Depuis quinze ans, le SSP-Enseignement interpelle les autorités qui suivent une politique à courte vue sur les constructions scolaires» rappelle Marc Gigase, enseignant secondaire II.<sup>3</sup>

«Nous demandons une fois encore une planification sérieuse des constructions qui devra, en plus, tenir compte du gymnase en 4 ans».

Des effectifs de classes trop élevés exercent en effet une pression constante sur les conditions d'apprentissage des élèves ainsi que sur les conditions de travail des enseignant-e-s.

<sup>1</sup> Voir le [communiqué de presse du DEF 2023](#).

<sup>2</sup> [Communiqué de rentrée 2023 du SSP – Enseignement](#).

<sup>3</sup> Les statistiques et documents du SSP sur les effectifs et les constructions (depuis 2010) figurent [sur notre site](#).



## UN PLAN CANICULE TARDIF

Les élèves comme les enseignant·e·s se souviennent encore de la rentrée 2023 marquée par un épisode caniculaire particulièrement éprouvant. L'intensité et la répétition de ces épisodes les dernières années – ainsi que leur tendance à la hausse prévue à l'avenir – auraient dû pousser le DEF à agir pour assurer la sécurité et le bien-être des élèves, du personnel enseignant ainsi que du personnel administratif et technique des écoles.

«L'année dernière, durant plusieurs jours, j'ai pu mesurer en classe des températures dépassant allègrement les 30 degrés et pouvant monter jusqu'à 36 degrés... ce n'est pas possible de dispenser un enseignement dans des conditions acceptables sans que des mesures ne soient prises», s'indigne Elise Glauser, enseignante primaire.

Or, malgré nos demandes répétées, depuis la rentrée 2023, d'ouverture de négociations sur les mesures à prendre dans ces situations – le SSP a soumis ce printemps des propositions d'amélioration<sup>4</sup> – aucune ouverture à la discussion n'est venue du Département. Le DEF, sans aucune consultation, a donc attendu d'être à quelques jours de la rentrée scolaire, et au moment où des examens au secondaire II se déroulent déjà dans des conditions parfois difficiles (plus de 30 degrés l'après-midi dans certains locaux !), pour élaborer un guide pratique.

Nous allons en analyser le contenu afin de voir s'il répond aux besoins que nous avons soulignés dans nos demandes. De plus, nous nous assurerons que lesdites mesures soient effectivement mises en œuvre sur le terrain. Si cela ne devait pas être le cas,

nous prendrions les dispositions nécessaires – y compris des mesures de lutte – pour protéger les enseignant·e·s et les élèves.

## DIALOGUE BLOQUÉ AVEC LE DÉPARTEMENT

Finalement, notre syndicat souhaite conclure ce communiqué en regrettant le dialogue bloqué avec le département. Aucun des sujets amorcés l'année dernière n'a réellement avancé. C'est, par exemple, le cas sur les questions d'égalité et nos demandes précises et concrètes concernant les protections mensuelles dans l'école obligatoire ou les locaux d'allaitement. Ces deux éléments n'ont pas été intégrés dans les directives départementales sur les bâtiments scolaires et restent donc des intentions générales soumises à la bonne volonté des autorités communales. C'est aussi le cas lorsque le DEF balaie nos inquiétudes quant à l'avancée à marche forcée vers la numérisation de l'école. Les deux seules décisions significatives prises par le DEF l'année dernière concernent l'interdiction des débats en périodes électorales et le choix d'un modèle mixte pour la maturité fédérale (10+4/11+4), modèle qui remet en cause la structure universelle de l'école obligatoire<sup>5</sup>. Deux décisions qui ont été prises unilatéralement et que notre syndicat a critiquées. Elles ont pour point commun une vision réductrice de la mission du système de formation, basée sur la sélection et la négation de sa mission citoyenne. Bref, la direction prise par le département de Frédéric Borloz ne permet pas de répondre aux urgences de l'école actuelle et augure de sombres perspectives pour la formation des élèves du canton.

<sup>4</sup> Notre demande d'un plan canicule et nos propositions figurent [sur notre site](#).

<sup>5</sup> Notre position sur le projet MAT-EO est présentée dans [ce document](#).